

Finalité 4 : l'épanouissement de tous les êtres humains

Espérance de vie, taux de mortalité prématurée et infantile

En Guadeloupe, l'espérance de vie progresse régulièrement mais reste plus faible que celle des métropolitains. En 2011, elle est de 77 ans pour les hommes et de 83 ans et demi pour les femmes. Le taux de mortalité des Guadeloupéens de moins de 65 ans de 2,3 ‰ en 2011 est plus élevé qu'en France métropolitaine (2,0 ‰), en raison d'une plus grande prévalence des tumeurs, accidents et empoisonnements. La mortalité infantile est également plus importante en Guadeloupe que sur le territoire métropolitain.

Blandine GRILLOT, Emmanuel THIOUX, Insee

La santé est une composante majeure du développement durable. L'espérance de vie à la naissance permet d'apprécier l'état de santé d'une population. En Guadeloupe, l'espérance de vie progresse régulièrement mais reste inférieure à celle des métropolitains. En 2011, elle est de 77 ans pour les hommes et de 83 ans et demi pour les femmes. L'écart avec la France métropolitaine est de 1 an et demi pour les hommes comme pour les femmes. Comparativement aux autres DOM, l'espérance de vie en Guadeloupe est plus faible qu'en Martinique, mais plus élevée qu'en Guyane et qu'à la Réunion. En plus d'une surmortalité liée aux traumatismes, empoisonnements et maladies cardiovasculaires, la Guadeloupe se distingue par une forte mortalité prématurée.

Le taux de mortalité des Guadeloupéens de moins de 65 ans est de 2,3 ‰ en 2011, c'est plus qu'en France métropolitaine (2,0 ‰) et qu'en Martinique (1,7 ‰) mais un peu moins qu'en Guyane (2,5 ‰). Les décès prématurés des Guadeloupéens de moins de 65 ans sont dus principalement aux tumeurs (60 sur 100 000 habitants), mais pour les hommes, ce sont les causes externes de blessures (dont les accidents de la route) et d'empoisonnements qui arrivent en tête. Viennent ensuite les maladies de l'appareil circulatoire (AVC, infarctus...) qui touchent 58 hommes et 23 femmes de moins de 65 ans sur 100 000.

Le taux de mortalité infantile augmente en Guadeloupe depuis 2007 passant de 7,2 ‰ en moyenne de 2007 à 2009 à 7,9 ‰ en moyenne de 2009 à 2011, alors qu'il diminue en France métropolitaine (3,8 ‰ en moyenne de 2007 à 2009 à 3,6 ‰ de 2009 à 2011).

17 En Guadeloupe aujourd'hui, les hommes peuvent espérer vivre 3 ans de plus qu'il y a 10 ans et les femmes 2,5 ans

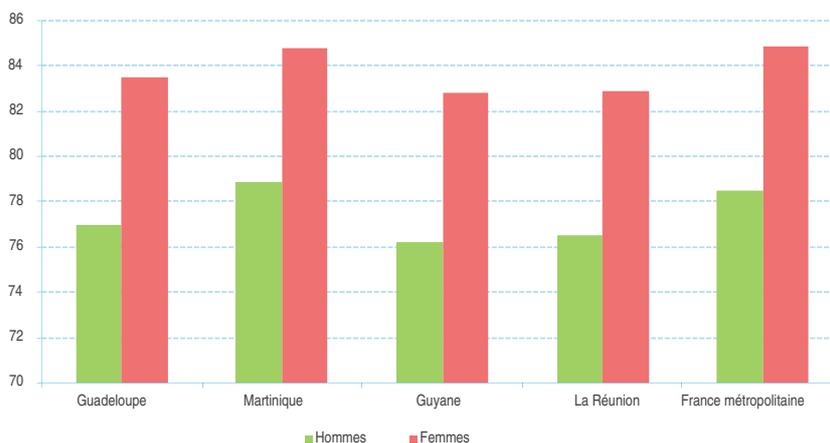
Évolution de l'espérance de vie à la naissance depuis 10 ans

	2001		2011	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Guadeloupe	74,2	81,2	77,0	83,5
Martinique	75,3	81,5	78,9	84,8
Guyane	72,1	78,6	76,2	82,8
La Réunion	71,4	79,8	76,5	82,9
France métropolitaine	75,7	82,9	78,5	84,9
France entière	75,6	82,9	78,4	84,8

Sources : Insee, État Civil, Estimations de population.

18 En Guadeloupe, l'espérance de vie est plus faible de 1,5 année par rapport à la France métropolitaine

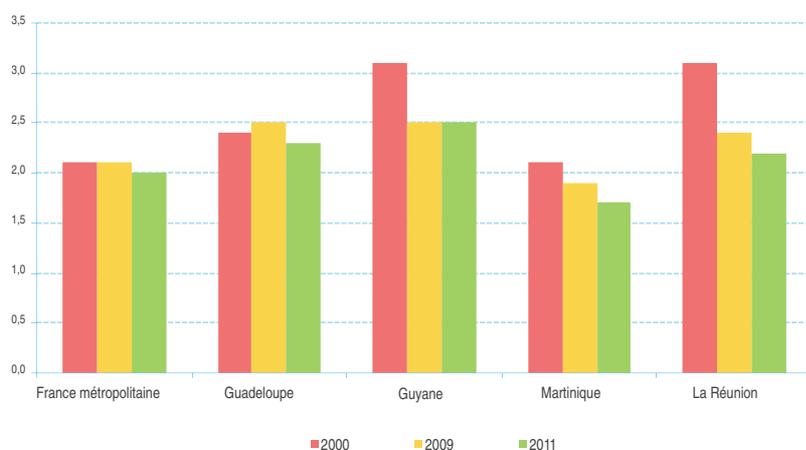
Espérance de vie à la naissance en 2011 (en année)



Sources : Insee, État Civil, Estimations de population.

19 Un taux de mortalité prématurée légèrement supérieur à celui de la France métropolitaine

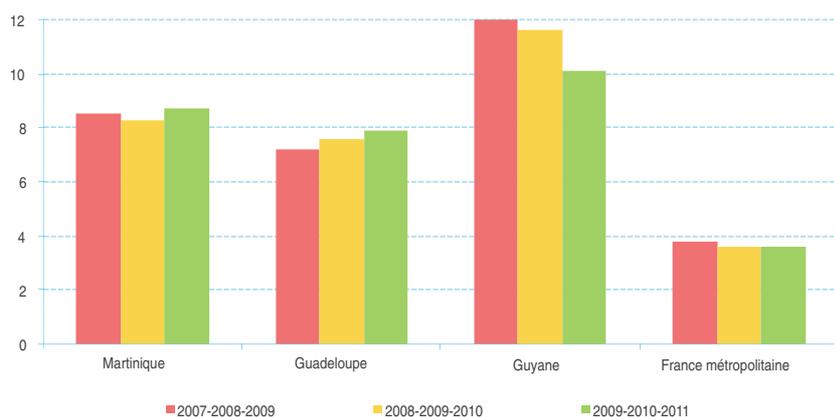
Évolution 2000-2011 du taux de mortalité prématurée (pour mille)



Sources : Insee, état civil (données domiciliées), estimations de population.

20 En Guadeloupe, un taux de mortalité infantile 2 fois plus important qu'en France métropolitaine

Taux de mortalité infantile (pour mille) (1)

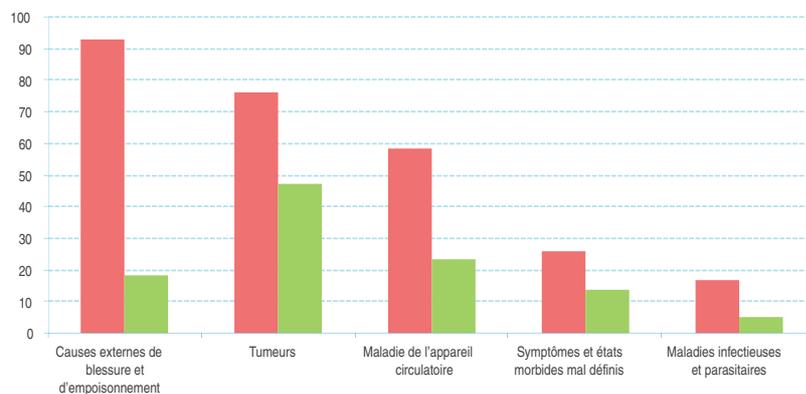


(1) : nombre d'enfants décédés à moins d'un an pour 1000 enfants nés vivants sur la période considérée.

Sources : Insee, estimations de population - état civil.

21 Les décès prématurés sont dus principalement aux tumeurs

Taux de mortalité prématurée par causes de décès et par genre en Guadeloupe (moyenne annuelle 2009-2011) (Taux pour 100 000)



Source : Inserm - Base Cepicdc.

Finalité 4 : l'épanouissement de tous les êtres humains

Diplômés du supérieur parmi les 25-34 ans

La part des diplômés du supérieur âgés de 25 à 34 ans ayant fini leurs études a plus que doublé entre 1999 et 2009 passant de 12,3% à 27 % de la classe d'âge. Néanmoins, le niveau guadeloupéen reste très en deçà de la moyenne nationale (43 %).

Blandine GRILLOT, Emmanuel THIOUX, Insee

L'insertion des jeunes dans la vie active dépend à la fois du niveau de formation atteint, de la conjoncture économique et de la réponse aux besoins des entreprises. Le nombre et la part des diplômés du supérieur parmi les jeunes de 25 à 34 ans ayant fini leurs études permettent d'évaluer la capacité d'un territoire à s'adapter aux changements et à produire une dynamique de développement économique et social durable. L'Union européenne a fixé pour 2020 un objectif de 40 % de diplômés du supérieur. La France métropolitaine est bien positionnée en termes de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les jeunes adultes de 25-34 ans (43 % en 2010).

En Guadeloupe, la part des diplômés du supérieur de 25 à 34 ans ayant fini leurs études a plus que doublé entre 1999 et 2009 passant de 12,3 % à 27 % de la classe d'âge. En 2010, on compte 11 352 jeunes diplômés en Guadeloupe pour un total de 40 000 jeunes de 25 à 34 ans soit 28 % de diplômés du supérieur. Les femmes sont davantage diplômées en Guadeloupe que les hommes. En 2009, parmi les femmes de 25 à 34 ans, 31 % sont diplômées du supérieur (21 % pour les hommes). Cette part reste inférieure à la moyenne nationale de 42 % en 2009 mais supérieure à celle de la Guyane (18 %). Les jeunes Guadeloupéens obtiennent souvent leur baccalauréat. Ils sont 27 % de bacheliers en 2010 parmi les 25-34 ans. C'est mieux qu'en Martinique (25 %) et qu'en France métropolitaine (22 %). Mais c'est pour les diplômés post baccalauréat que l'écart se creuse nettement. Dans la même population, ceux qui ont obtenu un diplôme Bac+ 2 sont 15 % en Guadeloupe, comme en Martinique contre 20 % en France métropolitaine.

L'Université des Antilles et de la Guyane (UAG) est un établissement pluridisciplinaire qui accueille chaque année près de 13 000 étudiants. Mais L'UAG a été créée plus tardivement que les autres établissements de la France métropolitaine (1982). Pour les étudiants, l'accès à certains cursus passe aussi par la France métropolitaine et cela limite encore l'obtention de certains diplômes du supérieur.

L'université des Antilles et de la Guyane (UAG) était une ancienne université pluridisciplinaire implantée sur trois régions, Guadeloupe, Guyane, et Martinique, disposant de 5 campus :

- deux en Guadeloupe : Fouillole (Pointe-à-Pitre) et Camp Jacob de Saint-Claude ;
- deux en Guyane : Pôle Universitaire Guyanais à Cayenne (site de Troubiran) et l'IUT à Kourou ;
- un en Martinique : Schoelcher.

Plus de 12 000 étudiants y étaient inscrits dans 6 unités de formation et de recherche (UFR), 5 instituts, 3 écoles internes et une école doctorale.

À la suite de la décision de création de l'université de Guyane, l'UAG devient, en juillet 2014, l'université des Antilles (UA) portée par des pôles autonomes (Guadeloupe et Martinique).

L'UAG en chiffres

Effectifs en 2013-2014

12 837 étudiants, répartis dans trois pôles :

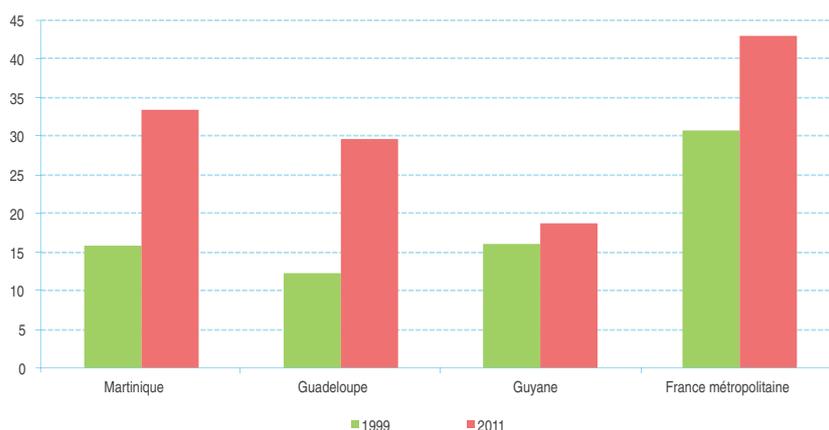
- Guadeloupe : 6.303
- Martinique : 4.406
- Guyane (pôle indépendant au 1er janvier 2015) : 2.527
- 9.427 inscrits en licence
- 2.921 inscrits en master
- 357 inscrits en doctorat

464 enseignants

Source : *Repères et références statistiques 2014*.

22 Doublement de la part des diplômés du supérieur en dix ans

Évolution 1999-2011 de la part des diplômés du supérieur parmi les 25-34 ans (en %)



Source : *RP1999 - 2011*.

Finalité 4 : l'épanouissement de tous les êtres humains

Part des jeunes de 18-25 ans hors emploi et hors formation

En 2011, près de quatre Guadeloupéens sur dix âgés de 18 à 25 ans sont à la fois sortis du système scolaire et sans emploi. Ce taux deux fois plus important qu'en France métropolitaine est lié aux difficultés scolaires des élèves et à la situation économique des familles dans un territoire très inégalitaire.

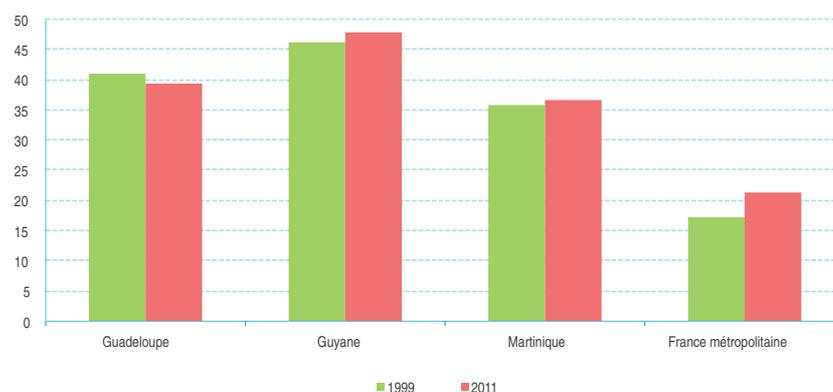
Blandine GRILLOT, Emmanuel THIOUX, Insee

Le taux élevé des jeunes Guadeloupéens sortis du système scolaire et n'ayant pas d'emploi peut s'expliquer par des difficultés scolaires plus importantes qu'en France métropolitaine. En 2009, un quart des jeunes Guadeloupéens de 20 à 24 ans ayant quitté le système scolaire n'ont atteint que le niveau du primaire, contre 14 % en France métropolitaine. Selon une étude du ministère de l'éducation réalisée lors de la journée « défense citoyenneté », la part de jeunes de 18 ans en difficulté de lecture atteint 10 % en moyenne pour l'ensemble de la France en 2012, contre 30 à 75 % dans les DOM. Par ailleurs, le coût important des études (entre 200 et 800 euros minimum par an - source UAG) pour des jeunes issus de milieux populaires à faibles revenus peut constituer un frein à la poursuite des études. En effet, la Guadeloupe se caractérise par un taux de pauvreté et des inégalités de revenus plus fortes qu'en France métropolitaine. En Guadeloupe, l'indice de Gini (plus il est proche de 1, plus les inégalités sont fortes) atteint 0,38 en 2011 alors qu'il est de 0,30 en France métropolitaine.

Le nombre important de familles monoparentales contribue également à ce phénomène, l'accompagnement des enfants pouvant être plus difficile pour un parent seul qui a plusieurs enfants à charge. En 2011, le nombre de Guadeloupéens sans emploi est important, le taux d'emploi des 15-64 ans s'élève à 48 %, ce qui signifie qu'un peu moins d'une personne sur deux est en activité. À titre de comparaison, le taux d'emploi des 15-64 ans en France métropolitaine s'élève à 64 %. Le taux de chômage, lié au niveau de formation, est trois fois plus élevé pour les actifs sans diplôme (35 %) que pour ceux ayant un diplôme de niveau bac+2. Pour les moins de 30 ans sans diplôme, le taux de chômage s'élève à 51 %. Le diplôme reste donc un rempart pour se protéger du chômage.

23 Deux fois plus de jeunes non insérés en Guadeloupe qu'en France métropolitaine mais la part a diminué en 10 ans

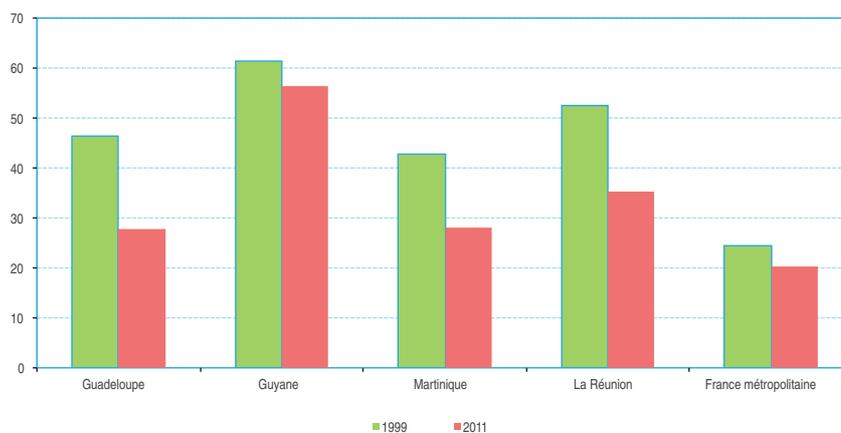
Évolution de la part des jeunes de 18 à 25 ans non insérés entre 1999 et 2011 (en %)



Champ : population au lieu de résidence âgée de 18 à 25 ans qui n'ont pas d'emploi et ne sont ni étudiants, ni élèves, ni stagiaires
Source : Insee : Recensements de la population, Exploitation principale.

24 En 2011, 28 % de jeunes guadeloupéens avec peu ou pas de diplôme parmi les 20-24 ans non scolarisés

Évolution de la part des jeunes peu ou pas diplômés au sein de la population des 20-24 ans non scolarisée (en %)

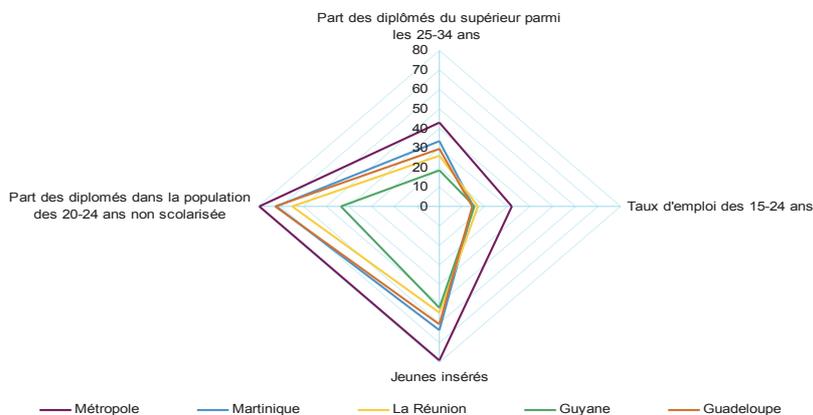


Champ : personnes de 20 à 24 ans non inscrites dans un établissement d'enseignement.
Source : Insee, RP1999 et RP2011 exploitations principales au lieu de résidence.

La Guadeloupe est un territoire qui cumule une part de jeunes sans diplôme élevée et une part de jeunes diplômés de l'enseignement du supérieur faible. L'insertion de ces jeunes sur le marché du travail est donc particulièrement difficile. Les objectifs de la stratégie de l'économie de la connaissance et de l'innovation préconisés par Lisbonne (objectif de l'Union Européenne : 10 % en 2020) semblent difficiles à atteindre dans ce territoire.

25 Un taux d'emploi chez les jeunes deux fois moins élevé dans les DOM qu'en France métropolitaine

Part des jeunes sortis du système scolaire diplômés, des diplômés du supérieur, des jeunes insérés* (en %)



* population au lieu de résidence âgée de 18 à 25 ans qui ont un emploi ou sont étudiants, élèves ou stagiaires.
Source : Insee 2011.

Finalité 4 : l'épanouissement de tous les êtres humains

Formation continue par secteur

L'insertion des jeunes dans la vie active est une préoccupation générale au regard du développement durable. Elle dépend de nombreux facteurs dont, sans être exhaustif, le niveau de formation atteint, la conjoncture économique, l'adéquation aux besoins des entreprises. La formation est un facteur d'adaptation pour faire face aux défis économiques, environnementaux et sociaux. Entre 2009 et 2011, le nombre de stagiaires en formation continue augmente surtout dans les services et par les commandes publics.

Blandine GRILLOT, Emmanuel THIOUX, Insee

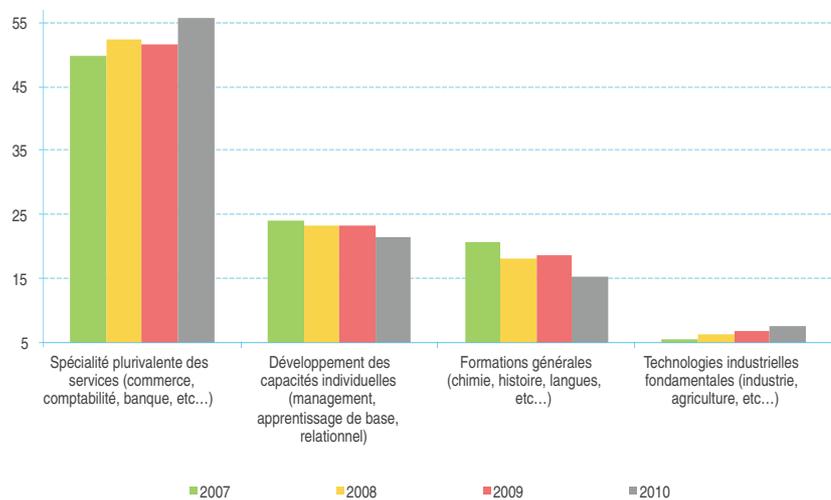
En Guadeloupe, au 31 décembre 2010, 403 organismes de formation actifs étaient déclarés. Malgré un contexte économique difficile, le chiffre d'affaires de la formation continue a fortement progressé en 2010 (+ 40,8 %) pour atteindre un peu plus de 63 millions d'euros, après une hausse de 11,6 % en 2009. La commande privée mais surtout la commande publique ont soutenu cette progression.

Les 403 organismes actifs ont formé 69 868 stagiaires (+ 27,3%) pour un volume global de 6 445 007 « heures stagiaires » (+ 7,9 %). La durée moyenne des formations passe à 92,2 heures en 2010 contre 108,8 heures en 2009.

Le nombre d'organismes de formation enregistrés en Guadeloupe a diminué entre 2009 et 2010. Cette diminution s'explique par l'augmentation du nombre de déclarations caduques. Le nombre de stagiaires augmente sensiblement entre 2009 et 2010.

26 Grands domaines de formation : les services en tête

Évolution de la part des grands domaines de formation entre 2007 et 2010 (en %)



Source : DIECCTE, Service Régional de Contrôle.

Finalité 4 : l'épanouissement de tous les êtres humains

Cadres des fonctions stratégiques dans l'emploi total

Les emplois stratégiques sont peu présents en Guadeloupe. En 2011, ils représentent 5 760 postes, soit 4,5 % de l'emploi total contre 10,1 % en France métropolitaine. Ils sont concentrés dans les fonctions de gestion et de prestations intellectuelles et sont peu nombreux dans le commerce interentreprise et la conception-recherche.

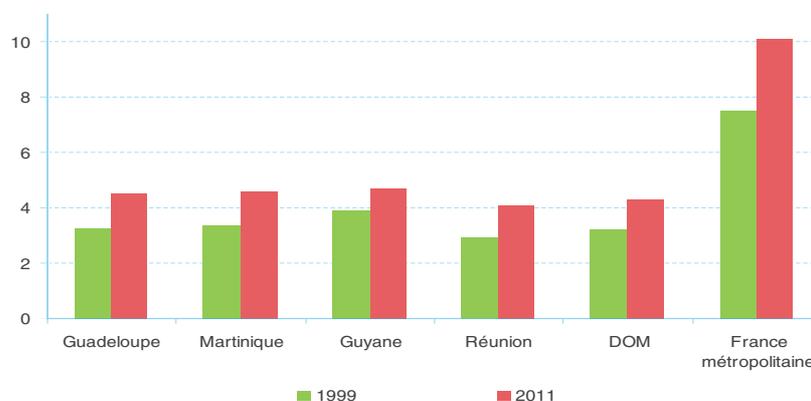
Blandine GRILLOT, Emmanuel THIOUX, Insee

En Guadeloupe, la part des cadres des fonctions stratégiques a augmenté d'un point entre 1999 et 2011 atteignant 4,5 %. C'est beaucoup moins qu'en France métropolitaine (10,1 %). Ces cadres se situent plutôt dans les fonctions de gestion (59 %) et de prestations intellectuelles (25 %). Contrairement à la France métropolitaine, ils sont peu nombreux dans les fonctions de commerce inter-entreprise (5,9 % en Guadeloupe et 11,4 % en France métropolitaine) et de conception-recherche (4,7 % en Guadeloupe contre 20 % en France métropolitaine). Les activités scientifiques et techniques sont notamment moins présentes en Guadeloupe que dans l'ensemble de la France.

Le faible développement des emplois stratégiques n'est pas une particularité locale. La Guadeloupe fait partie des 40 % de départements français où les emplois stratégiques occupent moins de 5 % des actifs. En France métropolitaine, les emplois stratégiques sont surtout concentrés dans les régions Île-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur où ils représentent en moyenne 16 % de l'emploi. En dehors de ces trois régions, les emplois stratégiques n'occupent en moyenne que 6,7 % des actifs. En Guadeloupe, 65 % de ces emplois sont localisés au centre de l'île dans les communes de Baie-Mahault, des Abymes et de Pointe-à-Pitre.

27 Peu de cadres des fonctions stratégiques en Guadeloupe

Évolution de la part des cadres des fonctions stratégiques dans l'emploi total entre 1999 et 2011 (en %)



Source : Insee, recensements de la population.

Finalité 4 : l'épanouissement de tous les êtres humains

Créations d'entreprises

Stimulées par le régime de l'auto-entrepreneur depuis 2009, les créations d'entreprises guadeloupéennes marquent le pas en 2012 avec une baisse de 10 %, alors que le niveau des créations nationales est stable. En 2013, les créations d'entreprises continuent de diminuer en Guadeloupe (- 12 %), davantage qu'en France (- 2 %).

Blandine GRILLOT, Emmanuel THIOUX, Insee

Le développement économique durable dépend aussi de la compétitivité des entreprises. L'accompagnement des entreprises nouvellement créées est indispensable ainsi que leur développement. L'évolution du nombre de créations d'entreprises peut guider les collectivités territoriales pour lancer des mesures de soutien à la création et à la consolidation des entreprises locales.

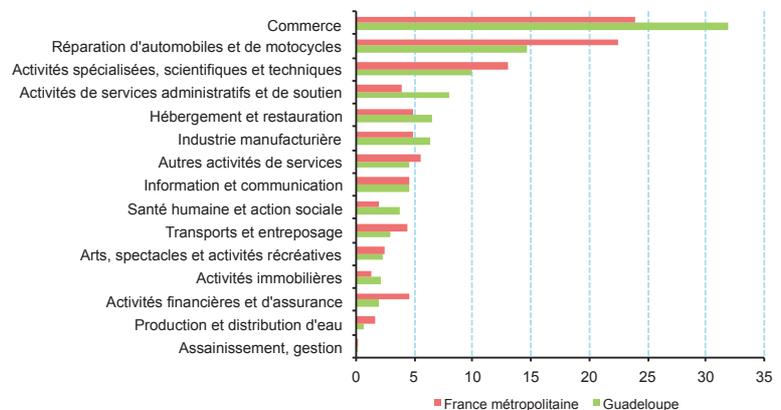
Tous les secteurs n'affichent pas le même dynamisme. Avec la mise en place, fin 2008, du régime de l'auto-entrepreneur, le nombre de créations d'entreprises avait alors connu une forte progression en 2009. Dopé par l'arrivée de ce nouveau statut, le nombre de créations d'entreprises régionales avait progressé de 16 % au cours de l'année 2009. Depuis, ce type de création s'est essoufflé.

En 2013, dans les secteurs marchands non agricoles de Guadeloupe, 4 400 entreprises ont été créées. Cela représente une baisse de 12 % comparé à l'année 2012. Cette diminution touche la quasi-totalité des régions françaises. Elle est cependant plus importante en Guadeloupe que dans l'ensemble de la France (- 2 %).

La chute de 20 % des créations d'auto-entreprises en Guadeloupe (- 11 % en France) est la principale cause de cette baisse.

28 Une création d'entreprise sur trois dans le commerce

Répartition des entreprises créées en 2006 par secteur d'activité (en %)



Source : Insee-Enquête Sine génération 2006, interrogation 2006-2011.

L'auto-entrepreneur

Cumuler un emploi et une activité autonome est possible avec le régime de l'auto-entrepreneur. Ce statut, créé en 2009, a pour objectif de simplifier l'exercice de petites activités indépendantes : l'auto-entrepreneur peut exercer une activité commerciale ou artisanale en parallèle d'une activité principale, c'est-à-dire en complément d'un autre statut (salarié, demandeur d'emploi, retraité, étudiant...).

L'auto-entrepreneur ne constitue pas une forme juridique, qui reste le statut de l'entreprise individuelle, mais seulement une simplification de la formalité de déclaration d'activité.

Ce dispositif s'adresse aux personnes physiques souhaitant exercer en entreprise individuelle et ne concerne pas les autres statuts d'entrepreneurs (gérant de société par exemple). Cependant, il est toujours possible de changer de statut et d'exercer une activité sous forme de société.

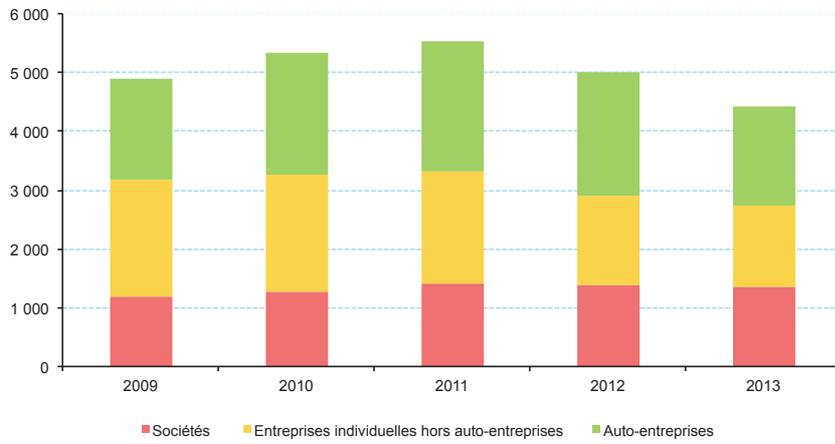
L'auto-entrepreneur, en tant qu'entrepreneur individuel, peut domicilier son activité à l'adresse de son domicile personnel, sous réserve de souscrire une assurance professionnelle.

De même, en ce qui concerne la tenue de sa comptabilité, l'auto-entrepreneur est soumis à des obligations allégées.

Source : service-public.fr.

29 En 2013, les créations d'entreprises guadeloupéennes diminuent

Évolution du nombre de créations d'entreprises selon la catégorie juridique



Lecture : Depuis 2011, le nombre de créations de sociétés est stable autour de 1 400 entreprises.

Champ : Ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).